



Jeune entreprise innovante ou universitaire (JEI - JEU)

Vérfié le 16 avril 2020 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre), Ministère chargé de l'économie

Les nouvelles entreprises qui investissent dans la recherche et le développement (R&D) ont le statut de jeune entreprise innovante (JEI) ou de jeune entreprise universitaire (JEU). Elles peuvent bénéficier d'exonérations fiscales et sociales. Le statut de JEI a été étendu aux JEU qui constituent une catégorie particulière de JEI.

Conditions

Dans tous les cas

Les **JEI et JEU** doivent, à la clôture de chaque exercice, répondre à toutes les conditions suivantes :

- Être une **PME** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/glossaire/R35723>)
- Avoir moins de 8 ans d'existence (l'entreprise perd définitivement le statut de JEI l'année de son 8^e anniversaire)
- Être indépendante. Son capital doit être détenu pour 50 % au minimum
 - par des personnes physiques
 - ou par d'autres JEI détenues au moins à 50 % par des personnes physiques,
 - ou par des associations ou fondations reconnues d'utilité publique à caractère scientifique
 - ou par des établissements de recherche et d'enseignement ou par des sociétés d'investissement.
- Ne pas avoir été créée dans le cadre d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension d'activité, d'une reprise de telles activités

JEI


Pour obtenir le statut de **JEI**, l'entreprise doit en plus réaliser des dépenses de R&D à hauteur de 15 % minimum des charges fiscalement déductibles au titre de cet exercice.

Le calcul de ce taux ne prend pas en compte les charges de cessions d'actions ou d'obligations, les pertes de change, et les charges engagées auprès d'autres JEI réalisant des projets de recherche et de développement.

JEU

Pour obtenir le statut de **JEU**, l'entreprise doit répondre aux 3 conditions suivantes :

- Appartenir pour au moins 10 % à des étudiants (ou diplômés d'un master ou d'un doctorat depuis moins de 5 ans) ou à des enseignants chercheurs
- Avoir comme activité principale la valorisation de travaux de recherche réalisés auxquels ses dirigeants ou ses associés ont participé, au cours de leur scolarité ou dans l'exercice de leurs fonctions, au sein d'un établissement d'enseignement supérieur habilité à délivrer un diplôme conférant au moins le grade de master
- Avoir conclu une convention avec un établissement d'enseignement supérieur

 **À noter** : l'appréciation de ce seuil de 15 % pour une entreprise exploitant une ou plusieurs succursales établies dans un autre État membre de l'UE ou de l'EEE doit tenir compte des dépenses de recherche et des charges engagées par ce(s) établissement(s).

Allègement fiscal

Les avantages fiscaux s'appliquent aux entreprises créées **jusqu'au 31 décembre 2022**.

Impôt sur le revenu ou sur les sociétés

Une JEI ou une JEU peut bénéficier d'exonérations en matière d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés.

Pendant le 1^{er} exercice (ou la première période d'imposition bénéficiaire), l'exonération est totale.

Pour la période ou l'exercice suivant, l'exonération est de 50 %.

L'exonération d'impôt sur les bénéfices est cumulable avec le **crédit d'impôt recherche (CIR)**. (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23533>)


Cotisation économique territoriale

Elle est exonérée de la cotisation économique territoriale (**CFE et CVAE**) (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/N13443>) et de la taxe foncière pendant 7 ans si la collectivité territoriale a voté une délibération dans ce sens.

Autres avantages

Une JEI ou une JEU peut aussi, sous conditions, obtenir les avantages suivants :

- Exonération des plus-values de cession de parts ou actions
- Restitution immédiate de la créance de **crédit d'impôt recherche** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23533>)

 **Attention** : l'exonération d'impôt ne peut pas être cumulée avec d'autres avantages fiscaux : ZFU, entreprises nouvelles, notamment.

Exonération sociales

L'exonération de charges sociales patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales concerne les rémunérations des personnels suivants, dans la mesure où 50 % de leur temps de travail est consacré au projet de R&D :

- Ingénieurs-chercheurs
- Techniciens
- Gestionnaires de projet de recherche et de développement
- Juristes chargés de la protection industrielle et des accords de technologie liés au projet
- Personnel chargé de tests pré-concurrentiels
- Mandataires sociaux, relevant du régime général de sécurité sociale, qui participent, à titre principal, au projet de recherche et de développement de l'entreprise

L'exonération est applicable jusqu'au dernier jour de la 7^e année suivant celle de la création de l'entreprise. Par exemple, une entreprise créée le 1^{er} juin 2014 bénéficie de l'exonération jusqu'au 31 décembre 2021.

L'exonération est totale pour les rémunérations versées depuis janvier 2014.

L'exonération s'applique dans la limite d'un double plafonnement :

1. une rémunération mensuelle brute par personne plafonnée à 6 927,37 € (correspondant à 4,5 fois le Smic),
2. un plafond annuel de cotisations éligibles par établissement, fixé à 205 680 € (correspondant à 5 fois le plafond annuel de la sécurité sociale).

Pour les établissements créés ou supprimés en cours d'année, la limite annuelle de cotisations exonérées par établissement et par année est calculée proportionnellement à la durée écoulée.

Si au cours d'une année, l'entreprise ne satisfait plus à l'une des conditions requises, elle perd le bénéfice de l'exonération pour l'année considérée et pour les années suivantes tant qu'elle ne répond pas à l'ensemble des conditions.

Pour bénéficier de l'exonération, l'employeur doit être à jour de ses obligations déclaratives et de paiement à l'égard de l'Urssaf.

Les charges sociales suivantes ne sont pas comprises dans l'exonération :

- Cotisations salariales de sécurité sociale
- Cotisations accidents du travail-maladies professionnelles (AT/MP) et majoration complémentaire d'accident du travail
- Contributions CSG et CRDS
- Contributions au FNAL
- Versement transport
- Forfait social
- Contribution de solidarité pour l'autonomie
- Cotisations patronales et salariales d'assurance chômage

Démarche

Durant les 9 premiers mois de son activité, l'entrepreneur peut demander, au moyen d'une déclaration sur l'honneur, s'il peut bénéficier des avantages fiscaux à la direction régionale ou départementale des finances publiques.

Attestation sur l'honneur

Direction de l'information légale et administrative (Dila) - Premier ministre

Accéder au
modèle de document [↗](https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/AttestationHonneur)
(<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/AttestationHonneur>)

Où s'adresser ?

- [Service des impôts des entreprises \(SIE\)](https://www.impots.gouv.fr/portail/contacts) [↗](https://www.impots.gouv.fr/portail/contacts) (<https://www.impots.gouv.fr/portail/contacts>)

Aucune déclaration préalable auprès de l'Urssaf n'est nécessaire pour obtenir l'exonération de charges sociales. L'entreprise applique elle-même l'exonération en remplissant le [bordereau récapitulatif des cotisations](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23892) (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23892>).

Textes de référence

- Code général des impôts : articles 44 sexies-0 A et sexies A [↗](http://legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000023380997&idSectionTA=LEGISCTA000006197184&cidTexte=LEGITEXT000006069577) (<http://legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000023380997&idSectionTA=LEGISCTA000006197184&cidTexte=LEGITEXT000006069577>)
Exonérations fiscales
- Décret n°2008-1560 du 31 décembre 2008 sur la convention liant une jeune entreprise innovante et un établissement d'enseignement supérieur [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000020083856/) (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000020083856/>)

- Décret n°2004-581 du 21 juin 2004 instituant une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de la jeune entreprise innovante [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000250574)
(<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000250574>)
Exonérations sociales pour la JEI
- Bofip-Impôts n°BOI-BIC-CHAMP-80-20-20 relatif à l'exonération des JEI [↗](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/6385-PGP) (<http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/6385-PGP>)
- Bofip-Impôts n°boi-lettre-000186-20140728- Modèle de demande d'avis au titre du dispositif de jeune entreprise innovante (JEI) [↗](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/7237-PGP)
(<http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/7237-PGP>)
- Lettre circulaire n°2009-091 du 8 décembre 2009 sur l'exonération de cotisations patronales pour les JEU (PDF - 0) [↗](https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres_circulaires/2009/ref_lc2009-091.pdf)
(https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres_circulaires/2009/ref_lc2009-091.pdf)
- Lettre circulaire n°2015-0000048 du 20 octobre 2015 sur l'exonération de cotisations patronales pour les jeunes entreprises innovantes (PDF - 0) [↗](https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres_circulaires/2015/ref_LCIRC-2015-0000048.pdf)
(https://www.urssaf.fr/portail/files/live/sites/urssaf/files/Lettres_circulaires/2015/ref_LCIRC-2015-0000048.pdf)

Services en ligne et formulaires

- Attestation sur l'honneur (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R31806>)
Modèle de document

Pour en savoir plus

- Modèle de demande d'avis pour l'aide à la création d'entreprises innovantes [↗](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/7237-PGP) (<http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/7237-PGP>)
Ministère chargé des finances